



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017

Délibération n° 2017/215 DC

Un extrait de la présente délibération a été affiché au siège de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

Le 6 octobre 2017

Effectif statutaire :	93
Membres en exercice :	93
Quorum :	47
Présents :	77
Excusés :	16
- dont suppléés :	5
- dont représentés :	11
Absents :	4
Nombre de votants :	88

Secrétaires de séance :

*Monsieur Grégory PIERRE, conseiller
de la commune de VILLEBERNIER*

*Monsieur Eric MOUSSERION conseiller
de la commune d'ANTOIGNE*

Le jeudi vingt huit septembre deux mille dix sept à dix sept heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de SAUMUR, square Balzac, dans l'Amphithéâtre, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, président, le vingt deux septembre deux mille dix sept

Tableau d'ordre après installation et élection :

Président : MARCHAND Jean-Michel

Vice-présidents :

DEVAUX Isabelle, PATTEE Michel, FLEUTRY Lionel, HARRAULT Jérôme, FROGER Arnel, FULNEAU Jean-Yves, GOULET Jackie, RUAULT Christian, MICHEAUD Anatole, MOUSSERION Eric, BERTIN Guy, MIRANDE Rodolphe, SARAMITO Sophie, BEILLARD Sylvie, TUBIANA Sophie

Conseillers :

DURAND Marie-Luce, ROUSSEAU Didier, SEYEUX Marie, BOUCHER Yves, NIORT André, LE NEILLON Marie-France, DELAUNAY Laurence, AUVINET Françoise, ANTOINE Jean-Pierre, TAILLECOURS Isabelle, TOURON Eric, CHARTIER Claudia, VILBOUX Hervé, POIRON Jean-Marie, MORON Nathalie, ANGER Fabrice, LEFORT Alain, CHEPTOU Bruno, LEGUAY Danielle, VERITE Patrice, LAMY Benoît, PASSEDROIT Alain, SIRE Michel, GOUZIL Gilles, STEPHAN Florian, CANTIN Jeannick, MOUCHARD Patrice, SAULEAU Denis, GUILLAUME Didier, MORTIER Frédéric, BOUCHENOIRE Jacky, SCHOUBERT Odette, BRAULT Emmanuel, PEHU Nicole, JOBARD Alain, BONNIN Marc, ADAM Danièle, PERSIN Gérard, MIGNOT Eric, LEFIEVRE Eric, SIBILEAU Dominique, L'HERROUX Lydia, TAILLEE Gabriel, NIVELLE Laurent, ANGUENOT Sophie, LELIEVRE Astrid, NERON Noël, LE COZ Géraldine, LOYEAU Jack, GUILLON Béatrice, CARDET Christophe, NERON Marc-Antoine, LHEMANNE Jean-Luc, CHARRON Magalie, HENRY Véronique, PROD'HOMME Bruno, TAUGOURDEAU Sylvie, RABAULT Caroline, APCHIN Michel, DAMAS Françoise, JAMIN Charles-Henri, DUFOUR Fabrice, de LUZE Diane, BOISSONNOT Alain, SILVESTRE DE SACY Françoise, BOUTIN Bernard, OGREGAU Nicolas, CONDEMINÉ Patrick, TALLUAU Gilles, LEGRAND Didier, SUPIOT Jean-Marcel, TARDIVEL Jacqueline, CHEVALIER Yvan, PIERRE Grégory, BERTRAND Béatrice, BAUDOUIN Noël

Suppléants :

CHEYNOUX Frédéric, FOURRIER Christophe, BOIREAU Christophe, LEVEQUE Béatrice, VASSEUR Nathalie, SAUSSEREAU André, BEAUMONT Robert, GOIZET Jean-Luc, COURRIER Bernard, FOUCHARD Marie-Claude, CHAMBRY Sonia, MAINDRON Manuella, CATIN Régine, FRESNEAU Roger, JAMERON Guy, JUIN Gilles, ISABELLON Isabelle, LEROY Olivier, DAVASE Alain, BOISSEAU Jacques, BRANCHEREAU Serge, CANTIN Stéphane, DELAUNAY Willy, CHEVROILLIER Didier, BOURIGAULT Pierre, PONTOIRE Dominique, BOUSSAULT Philippe, JAUDOUIN Michel, FOUQUET Martine, BIGOT Bruno, TELLIER Marie-Thérèse, MARQUES Manuel, BRELIERE Marinette, BELLANGER Sylvie, MISANDEAU Jeannine, POTIER Françoise MOREAU Etienne, BOSSIS Eric, GUYOMARD Yohan, PELLETIER Christiane, Jean-Marc CHEVALLIER

Etat des présents : Le Président, 15 vice-présidents, 61 conseillers = 77 membres présents

Excusés par ordre d'enregistrement des pouvoirs :

Yann PILVEN LE SEVELLEC a donné pouvoir à Marie SEYEUX ; Bruno PROD'HOMME a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND ; Véronique HENRY a donné pouvoir à Marcus NERON ; Astrid LELIEVRE a donné pouvoir à Béatrice GUILLON ; Caroline RABAULT a donné pouvoir à Sophie ANGUENOT ; Emmanuel BRAULT a donné pouvoir à Jacky BOUCHENOIRE ; Magalie CHARRON a donné pouvoir à Jack LOYEAU, Noël NERON a donné pouvoir à Sylvie TAUGOURDEAU ; Lydia L'HERROUX a donné pouvoir à Eric TOURON ; Fabrice DUFOUR a donné pouvoir à Françoise DAMAS ; Charles-Henri JAMIN a donné pouvoir à Michel APCHIN ; Dominique SIBILEAU a donné pouvoir à Dominique PONTOIRE (suppléant) ; Jean-Marcel SUPIOT a donné pouvoir à Françoise POTIER (suppléante) ; Alain BOISSONNOT a donné pouvoir à Manuel MARQUES (suppléant) ; Gabriel TAILLEE a donné pouvoir à Michel JAUDOUIN (suppléant) ; Marie-France LE NEILLON a donné pouvoir à André SAUSSEREAU (suppléant),

Absents : Hervé VILBOUX, Florian STEPHAN, Bernard BOUTIN, Marie-Luce DURAND, Marc BONNIN

RAPPORT SUR LES ACTIONS ENTREPRISES A LA SUITE DES OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES SUR LA GESTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT PORTANT SUR LES ANNEES 2010 ET SUIVANTES

Aux termes de l'article L.243-9 du Code des juridictions financières, « dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes ».

Le conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, créée par arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de commune du Gennois avec extension aux communes de

Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire – 11 rue du Maréchal Leclerc – CS 54030 – 49408 SAUMUR CEDEX

tél. 02.41.40.45.50 – courriel : contact@agglo-saumur.fr – site www.agglo-saumur.fr

Doué en Anjou, les Ulmes, Denezé sous Doué, Louresse Rochemenier, est donc appelé à prendre acte des actions entreprises depuis le 20 septembre 2016.

Recommandation n°1 : poursuivre la clarification des compétences dans le cadre d'un projet commun de territoire et fiabiliser l'appréciation des charges et des compensations.

La création de la nouvelle communauté d'agglomération, le 1^{er} janvier 2017, a permis de faire un important travail sur ces deux points.

Grâce à l'implication de groupes de travail thématiques qui ont défini les domaines de compétences dans lesquels il convenait que la nouvelle communauté d'agglomération intervienne, des statuts ont été rédigés et arrêtés par Mme la Préfète du Maine et Loire (cf document n°1). En parallèle, un travail de fond a été conduit pour définir de manière précise l'intérêt communautaire. Approuvé par délibération le 2 février 2017, ce document (cf annexe n°2) définit de manière précise la ligne de partage entre les interventions communales et les interventions communautaires.

Après 6 mois de fonctionnement, il apparaît que certains points de ce document mériteraient d'être encore davantage précisés : ces points ont été recensés par les élus et services dans le courant de l'été 2017, et donneront lieu à une nouvelle délibération sur l'intérêt communautaire. Pour mémoire, il est rappelé que l'intérêt communautaire est défini par simple délibération du conseil communautaire, adoptée à la majorité des 2/3 de ses membres.

Par ailleurs, les élus de la nouvelle communauté d'agglomération ont travaillé dès février 2017 à la définition d'un Programme pluriannuel d'investissement ambitieux pour le territoire (cf annexe n°3), qui a trouvé une première concrétisation dans le vote du budget le 6 avril 2017, et qui constitue une feuille de route pour cette fin de mandat. Cette réflexion se poursuit par un travail sur un projet de mandat, initié notamment lors d'un séminaire qui s'est déroulé le 13 juillet 2017.

Enfin, il convient de préciser que, dès janvier 2017, chaque membre du bureau communautaire a reçu une feuille de route avec des objectifs précis fixés par le Président (cf annexe 4). Une première évaluation de l'atteinte de ces objectifs a été menée fin juin 2017 (cf. annexe 5).

Concernant l'évaluation des charges transférées, et leur impact sur les attributions de compensation, une démarche de fond a été engagée en mars 2017 par la CLECT, accompagnée d'un cabinet (Partenaires finances locales). Sur la base d'un rapport présenté le 26 juin 2017 (cf annexe 6), les élus de la CLECT se sont mis d'accord sur la méthodologie à retenir, les domaines de compétences concernés, et sur le fait que la commission reviendrait sur l'ensemble des évaluations effectuées depuis 2016 par les CLECT des anciennes communautés d'avant la fusion.

Une fois le travail d'évaluation des charges transférées terminé (automne 2017), il conviendra de travailler sur la mise en place d'un pacte financier et fiscal de solidarité qui sera adopté début 2018 lors de l'adoption du budget primitif.

Recommandation n° 2 : mettre en œuvre une information fiable et conforme à la réglementation

Les rapports d'activité 2014 et 2015 ont bien été réalisés, à la suite de la demande de la Chambre (annexe 7). Et celui de l'année 2016 sera présenté au conseil communautaire du 28 septembre : il concernera l'activité des quatre anciens EPCI désormais disparus.

Il est à noter que le site internet de la communauté d'agglomération fait bien apparaître les informations légales demandées, notamment les délibérations du conseil communautaire.

Recommandation n°3 : clarifier et renforcer le contrôle des opérateurs

Le contrôle des satellites est un sujet majeur pour la collectivité, tant pour s'assurer de la santé financière de ceux-ci que pour s'assurer de la bonne cohérence de leurs orientations avec celles de la collectivité dont ils dépendent.

A ce titre, et alors que la Communauté d'agglomération vient de créer une nouvelle SPL (dans le domaine du tourisme), l'EPCI a souhaité renforcer les règles de contrôle analogue, sachant que les trois règlements de contrôle analogue seront proposés au vote du conseil communautaire, lors d'une prochaine séance.

Par ailleurs, une réflexion est engagée, à la faveur de la mise en place de la nouvelle communauté d'agglomération, pour officialiser une mission « contrôle de gestion » au sein de la Direction des Moyens Généraux, qui aura en charge entre autres d'assurer le suivi de ces satellites.

Recommandation n°4 : renforcer la concertation avec la trésorerie pour améliorer le suivi des opérations comptables

La concertation avec la Trésorerie demeure de qualité, grâce notamment à des points réguliers et des échanges quotidiens entre le service des finances de la communauté d'agglomération et la Trésorerie. La qualité de ces relations se constate, comme le notait la Chambre, par la fiabilité des comptes de la collectivité, le faible nombre de rejets, le faible nombre de mandats tardifs, la bonne gestion de la procédure d'engagement, et le bon suivi des restes à réaliser.

Les deux administrations ont tout particulièrement travaillé ensemble au cours du dernier trimestre 2016 pour mettre en cohérence les inventaires de l'ordonnateur et du comptable qui bien souvent s'avéraient être en décalage dès 2001 suite aux différentes intégrations patrimoniales liées à la création de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement (district, Syndicats intercommunaux, communes...).

Des corrections ont pu être apportées au cas par cas quand l'origine du décalage pouvait être retrouvée. Certains autres cas ont été traités par un ajustement de principe des écritures de l'ordonnateur sur celles du comptable.

Par ailleurs, le rapprochement entre les services finances de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Saumur et ceux de la DDFIP a permis de solder l'ensemble des anciennes créances non éteintes entre ces deux collectivités.

Enfin, la CRC notait l'absence de moyens pour suivre les mandats qui pourraient dépasser les 30 jours réglementaires et l'absence de déclenchement automatique d'intérêts moratoires : une demande d'améliorations du logiciel informatique a été relayée plusieurs fois à ce sujet par les services de la communauté d'agglomération auprès de son prestataire informatique. Cette évolution est promise dans la version Full Web qui sera installée au cours du dernier trimestre de l'année 2017.

Recommandation n°5 : appliquer le temps de travail décidé par l'assemblée communautaire

Par décision du Président, et après en avoir informé le Comité Technique, il a été mis fin, dès mars 2017, à la pratique des « jours » du Président qui existait depuis plus de 15 ans. Aussi, les agents respectent donc tous désormais l'obligation d'effectuer 1607 heures de travail pour un temps plein.

Une réflexion est conduite par ailleurs dans le courant de l'année 2017 pour remettre à plat les règles de temps de travail (régime RTT, règles de récupérations, horaires, etc.) s'appliquant aux différents agents. En effet, une forte hétérogénéité des règles et pratiques était constatée, du fait de l'origine des personnels transférés le 1^{er} janvier 2017 (anciens EPCI). Aussi, tout en tenant compte de la spécificité du travail dans certains services (piscine, gens du voyage, affaires culturelles, etc.), il s'agit de trouver davantage de cohérence, d'équité, de transparence, et de favoriser autant que faire se peut l'annualisation.

Après présentation de ces actions, le Président donne la parole aux conseillers communautaires qui souhaitent s'exprimer.

Le Conseil Communautaire prend acte.

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Date de réception en sous-préfecture



Insertion au RAA du 3^{ème} trimestre 2017

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7- Finances Locales	7.10 Divers
-------------------	---------------------	-------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée »